



BONHEUR EN BAS

(sinon malheur en haut)

Journal lyonnais de décryptage de l'actualité politique

DOSSIER ELECTIONS

Les enjeux de la représentation

P. 2-3



CHRONOLOGIE D'UN RETOUR MEDIATIQUE

En janvier, BFM fait une émission spéciale sur le Rassemblement National (ex-FN). On y découvre ainsi « un feuilleton politico-familial qui passionne les Français depuis plus d'un demi-siècle, la dynastie Le Pen », avec « des secrets, des pardons et des trahisons ».

En février, BFM propose une nouvelle séquence. L'invité, Finkielkraut, remercie Marine Le Pen de l'avoir soutenu à la suite des insultes reçues en manifestation. C'est à ce moment que naît l'accusation d'antisémitisme à propos des GJ. Les antisémites ne sont

plus à l'extrême-droite, mais quelque part à l'extrême-gauche (« zadistes », « gauchistes »). Les GJ sont désormais des islamo-gauchistes antisémites.

Au mois de mars, LCI chante les louanges du RN : « La chaîne d'information en continu y va, elle aussi, de sa soirée spéciale sur le « renouveau » de la dirigeante du Rassemblement National. Dès le journal de 17h, la présentatrice annonce la couleur : « Elle est jugée volontaire, capable de prendre des décisions et de comprendre les problèmes quotidiens. L'image

de Marine Le Pen s'est considérablement améliorée auprès des Français ». A 18h, David Pujadas annonce quant à lui « un retour en grâce ». Des affirmations à nouveau appuyées à grand renfort de sondages. Au sommaire de cette soirée, surprise ! Un « grand document » sur « le roman vrai d'une dynastie politique », avec les « confidences et confessions de trois générations Le Pen ».

Suite de l'article p. 2

Point sur les sondages d'opinion p. 2-3

Penser le scrutin p. 3

Fin de la trêve hivernale p. 4

Parcoursup ou la marchandisation des élèves p. 4
GJ "gaulois réfractaires" aux réformes ? p. 5

Le progrès en questions ? p. 5

Réflexions sur... une habitude de consommation p. 5

Témoignage d'un blessé lyonnais p. 6

Mobilisation lyonnaise p. 7

Tribune libre p. 8

Chronologie d'un retour médiatique (suite)

Le cap des élections européennes

Une stratégie définie sans détour par le chef du service politique de TF1 et LCI : « Parce qu'on est à quelques semaines d'une élection, les européennes, où, selon toute vraisemblance, la formation politique de Marine Le Pen va réaliser un score très important. »

Le service public, explique Acrimed, n'est pas en reste. Le 14 mars sur France 2, Thomas Sotto interroge Marine Le Pen sur sa passion pour les chats. Sujet politique s'il en est.

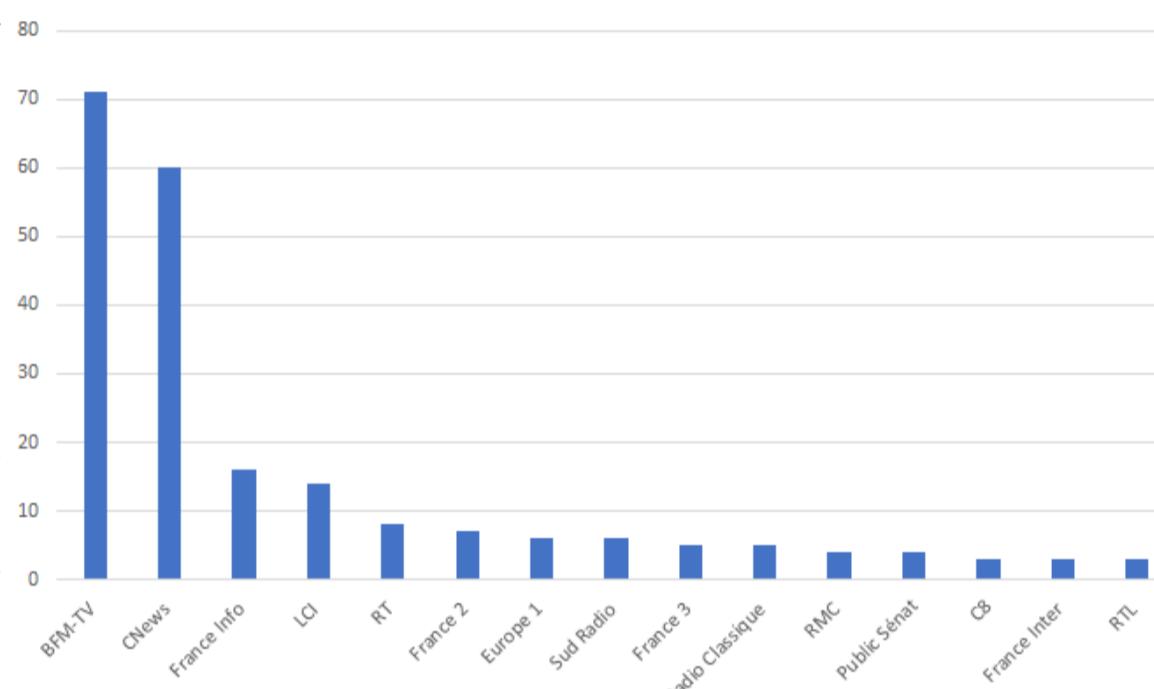
Ainsi, le succès du RN aux européennes est annoncé. Les médias dominants répètent sans cesse que notre mouvement profite au RN. Pourtant, entend-on parler plus souvent dans nos AG, nos manifestations et nos actions de l'immigration ou de la justice sociale ? De Daech ou de l'ISF ? De xénophobie ou de solidarité ? Les GJ se sont-ils rassemblés autour de la volonté de vivre dignement, ou de celle d'exclure l'autre ? Portons-nous le gilet jaune contre les ultra-riches ou contre les étrangers ?

Pour finir, le RN tente de faire oublier qu'il est la cible d'une vaste enquête judiciaire portant sur des soupçons d'emplois fictifs d'assistants d'eurodéputés. Mickaël Ehrminger, ancien salarié de la campagne du RN, vient récemment de livrer des informations à charge. Le parti a attaqué son ex-salarié en justice pour trahison de clauses de confidentialité, mais refuse de traiter du fond de l'affaire, préférant comme toujours attaquer le messager.



Invitations de représentants du Rassemblement national dans les radios et TV du 1er janvier au 17 mars 2019

(Source : site du RN)



Point sur les sondages

En réponse à C., s'interrogeant dans la tribune du numéro précédent sur les sondages d'opinion, et plus particulièrement la constitution des échantillons ou panels représentatifs.

Les différents instituts de sondage en France (IFOP, ODEXA, IPSOS, etc.) soulèvent régulièrement des questions concernant tant leur pertinence et leur rôle pervers lors d'élections que les méthodes utilisées pour sonder la population française.

Il existe deux grands modes d'échantillonnage possible : la méthode des quotas que nous développerons ci-dessous et la méthode aléatoire. Cette dernière est utilisée de façon mineure : si elle assure une bonne représentativité de la population, cette méthode est longue et coûteuse à réaliser. Elle est néanmoins très utile à l'échelle d'une entreprise par exemple pour avoir des résultats plus précis.

La méthode des quotas

Cette méthode majoritairement sollicitée par les instituts de sondage permet la représentativité d'un échantillon en recréant une "petite France"

composée d'environ un millier de sondés. N'étant pas composé d'éléments aléatoires, on ne peut utiliser de calculs de probabilité. Il faut également préciser que beaucoup de sondages se concentrent sur une population ciblée, principalement par les tranches d'âge choisies en fonction du sujet.

Pourquoi ce millier d'individus suffirait-il à mesurer l'opinion de la France entière ?

Sans entrer dans des considérations mathématiques, les calculs de la taille de l'échantillon "optimal" permettant une marge d'erreurs faible donnent de bons résultats (environ 5% de marge d'erreurs) aux alentours de 1000 individus. Pour des pays peuplés de millions de personnes comme la France, l'Allemagne ou même les Etats-Unis, ce nombre représentatif reste le même : la variation de quelques millions d'individus ou l'augmentation du nombre de

sondés n'amélioreraient que faiblement la marge d'erreurs acceptée aujourd'hui.

Comment sont sélectionnés les sondés ?

Ce millier de sondés est choisi par la méthode des quotas, soit une représentation statistique réduite de la France suivant des critères variés et fluctuant suivant les études comme le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, le vote au scrutin ou encore les diplômes. Afin d'assurer une bonne représentativité, le nombre de sondés est défini proportionnellement après stratification par région et catégorie d'agglomération. Il faut préciser que les instituts de sondage publient leur méthodologie accolée à chaque sondage réalisé.

Comment sont recueillis les opinions des sondés ?

Aujourd'hui, les outils préconisés sont : l'appel téléphonique en majorité (rapide, peu coûteux et efficace) mais on constate une hausse de l'utilisation d'Internet via des formulaires ciblés distribués en ligne ("questionnaires auto-

PENSER LE SCRUTIN

Un état démocratique fonctionne, entre autres, sur un système d'élections. Comme nous sommes trop nombreux pour faire des AG nationales à chaque décision, le système du suffrage a été mis en place à partir du XVIIIème siècle. Mais la façon de compter les voix et de choisir une méthode de sélection plutôt qu'une autre doit être étudiée. Ce sont les modes de scrutin.

Notre système de vote est-il bien le meilleur ?

Nous connaissons tous les faiblesses de ce mode de scrutin : il suffit, pour remporter le second tour, d'avoir en face de soi un adversaire dont personne ne veut, et contre lequel la majorité de la population est prête à s'unir. En France, ce rôle est celui du Rassemblement National (RN). Un passage au second tour face au RN assure la victoire.

Ceci est visible en 1995, avec Balladur et Chirac. En 2002, Jospin était 3ème avec 16,2% des voix, après Le Pen à 16,9%, et Chirac en tête à 19,9%. Jospin, selon les sondages, aurait pu gagner au second tour autant face à Le Pen qu'à Chirac. Pas de chance, notre mode de scrutin plaçait Le Pen au second tour, forçant tout le monde à voter pour Chirac. Que s'est-il passé en 2017 ?

Mais, au-delà des opinions idéologiques, le problème n'est pas l'avis qu'on exprime sur un candidat ou son programme. Il existe un problème mathématique dans l'élection qui mène à une impasse de représentation : les petits candidats, n'étant pas justement intégrés au jugement, rendent une image faussée de l'opinion.

Docteur en physique quantique de l'ENS de Lyon et vidéaste Youtube de la chaîne « Science Etonnante », David Louapre donne cette image : « Imaginez qu'à la finale du 100m aux JO, ça se joue entre deux ou trois favoris, et que les petits candidats, ceux qui n'ont aucune chance de remporter la médaille, ont le droit de retenir les favoris par le short. Finalement, celui qui gagne la course n'est pas forcément celui qui court le plus vite mais celui qui aura réussi à se faire le moins retenir par le short. On trouverait ça stupide, antisportif, injuste. Et pourtant, c'est exactement ça qui se passe à l'élection présidentielle. »

Les votes stratégiques

Le vote stratégique s'engouffre dans les failles du système pour plébisciter son candidat.

Pour se légitimer, notre mode de scrutin a inventé la notion de « vote utile ». David Louapre s'explique : « c'est se forcer à ne pas voter pour le candidat qu'on préfère, mais voter pour un candidat qu'on aime moins mais qui est mieux placé. » Combien de personnes jugent inutile d'exprimer leur vrai volonté durant les présidentielles et préfèrent « voter utile », faire

un « front républicain » ?

L'autre problème est le « vote contestataire » dont bénéficie beaucoup le RN : combien votent pour un parti qu'ils ne souhaiteraient pas forcément voir au pouvoir, mais qui montreraient un ras-le-bol collectif ? Par ailleurs, l'abstention est un autre phénomène de poids. En se retirant du jeu faussé des élections, les abstentionnistes affichent leur mécontentement mais laissent aussi plus de place aux votants. Ce fut le cas lors du second tour de 2017, le vote blanc n'étant toujours pas comptabilisé.

Que faire ?

Ce papier n'a pas vocation à décourager le lecteur ou à le pousser à l'abstention. Parmi d'autres critères importants, c'est cette abstention massive au premier tour des présidentielles dernières qui a permis à Macron d'accéder au pouvoir, et qui, durant les législatives qui les suivent opportunément, lui a offert une très confortable majorité parlementaire court-circuitant ainsi tout débat contradictoire. Le vote est un processus de représentation très insuffisant. Il est néanmoins l'un des rares dont nous disposons.

d'opinion

administrés"). Si ce moyen est peu onéreux et permet un traitement rapide des réponses, il faut noter que 26% des français n'ont pas encore accès à Internet, faussant la représentativité de la population-mère.

Couverture médiatique et sondage

Si les méthodes utilisées pour sonder les populations ne sont pas infaillibles, les instituts de sondage ne sont pas à blâmer pour autant. Ils réalisent chaque jour des sondages sur tous les sujets possibles et imaginables commandés par des organisations, des entreprises, des institutions ou encore des médias. Le principal souci soulèvant la méfiance vient des médias qui commentent et ne mettent en valeur que certains sondages (qu'ils ont souvent commandés) allant dans un sens bien défini. L'interprétation souvent large des chiffres finit le travail. Si nous prenons l'institut IFOP sur des sujets touchant aux Gilets Jaunes, on serait tenté de s'arrêter sur l'exposition médiatique quasi-quotidienne des sondages montrant la baisse du soutien aux

Gilets Jaunes. Cependant, dans le même temps, un autre sondage très complet autour du RIC publié le 6 février 2019 nous permet de s'apercevoir que les Français sont très majoritairement favorables aux différentes formes de référendum avec environ 70% d'avis favorable pour le RIC en toutes matières. Typiquement le genre de sondage qui n'a pas fait grand bruit dans les médias mainstream...

"L'opinion publique n'existe pas" (Bourdieu)

Lire un sondage peut nous soumettre à des biais de confirmation dont il faut se méfier : on peut faire dire ce que l'on veut aux chiffres lors de l'interprétation.

Quel est le meilleur système électoral ?

Les mathématiciens ont réfléchi à cette question durant le XXème siècle. De nombreux travaux de recherche ont été publiés.

Il semblerait que ce soit le jugement majoritaire. On attribue une mention : excellent, très bien, bien, assez bien, passable, insuffisant, à rejeter.

Chaque candidat se retrouve avec une mention majoritaire. Il suffit de représenter par un pourcentage les mentions de chaque candidat. A 50%, la mention majoritaire est déclarée. Le candidat avec la meilleure mention majoritaire gagne. Si tous les candidats obtiennent les mentions « insuffisant » ou « à rejeter », il est possible d'organiser de nouvelles élections avec des têtes différentes.

Cette méthode permet de juger chaque candidat sans vote stratégique. Elle permettrait de résoudre simplement le défaut de représentation présent dans les élections sans investir aucun moyen supplémentaire. Qu'attendons-nous ?

Fin de la trêve hivernale

Le bilan de Macron

Le 27 juillet 2017, Macron annonce à Orléans : « La première bataille c'est de loger tout le monde dignement. Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues. » Le 29 novembre 2018, une liste hétérogène de revendications des GJ émerge. En tête de liste se trouve la ligne suivante : « Zéro SDF : URGENT ». Le 18 février 2019, Macron participait à une maraude du Samu Social à Paris et visitait les locaux du 115, le numéro d'appel d'urgence des SDF. Le lundi 1er avril sonnait la fin de la trêve hivernale. Quel a été le travail du gouvernement sur ce dossier ?

La Préfecture de Ile-de-France a diminué son budget à l'hébergement de 9% par rapport à 2017, soit 38 millions d'euros en moins pour le 115.

Une nouvelle règle (« dispositif 115 ») est mise en place à partir du 31 mai 2018 : une famille avec des enfants de plus de 3 ans n'a plus droit au logement.

L'exemple Finlandais

En 2018, 566 personnes sont mortes dans la rue en France. C'est pire ailleurs ? En Finlande, le gouvernement a décidé de mettre en place un

plan zéro SDF. Lancé il y a trente ans, le nombre de SDF a été divisé par deux. A l'année, loger des SDF est moins cher pour l'Etat que de les laisser dans la rue : 10 000€ par an et par personne (frais de santé, d'intervention de police, etc.).

Qui agit sur le terrain ? Les associations d'entraide, les Restos du Cœur et les réseaux de solidarité alternatifs font un réel travail auprès des personnes en détresse. A côté de ça, les dispositifs anti-SDF sont visibles partout dans notre ville : les sièges remplacent les bancs, des barres de fers sont disposées devant les vitrines, des pots de fleurs géants et des grilles viennent combler les allées, etc.

D'où viennent les SDF ?

Les profils se sont multipliés. On trouve de plus en plus de familles avec des enfants en bas âge. De plus, le désinvestissement de l'Etat à propos de l'ASE (aide sociale à l'enfance) favorise l'abandon dans la nature des enfants. Un quart des enfants qui sort des foyers devient SDF. Un projet de loi visant à accompagner les enfants jusqu'à 21 ans au lieu de 18 a été refusé par le gouvernement alors même qu'il était proposé par des députés LREM.

Parcoursup ou la standardisation des élèves pour le marché du travail

A la rentrée 2017-2018, la plateforme d'orientation Admission Post-Bac est remplacée par Parcoursup. Le gouvernement, après avoir fait le constat de la déficience du système d'admission dans le supérieur (c'est 65000 néo-bacheliers sans affectation après les résultats APB en juillet 2017), répond à un manque de budget des universités pour s'adapter à la hausse de la demande par une réforme de la plateforme qui devient plus sélective. D'après le gouvernement, « Parcoursup a pour but de personnaliser l'orientation pour faire réussir tous les lycéens ». Or, si le système de sélection change, le nombre de places dans le secondaire, lui, reste largement insuffisant. Le gouvernement annonce 21000 places supplémentaires créées en université et BTS pour la rentrée 2018-2019, mais c'était encore plus de 60 000 candidats en attente de réponse en juillet 2018.

Dorénavant, il est demandé à l'équipe pédagogique des classes de Terminale de se concerter lors du 2ème conseil de classe pour remplir une « Fiche-Avenir » dans laquelle les professeurs jugeront de certaines compétences des élèves au-delà des notes. Méthode de travail, autonomie, capacité à s'investir dans le travail, engagement/esprit d'initiative (au lycée et en extra-scolaire). Telles sont les nouvelles qualités que doivent évaluer « objectivement » les professeurs : mais comment peuvent-ils le faire décemment en côtoyant jusqu'à 40 élèves par classe au maximum 6h par semaine ? A., professeur en lycée, s'indigne. Pour lui, cette réforme revient à « favoriser, sur des critères n'ayant plus rien de pédagogique – sur des critères de sociabilité, d'accès aux activités extrascolaires, de capital culturel, etc. – ceux qui ont déjà tout pour réussir au mieux, et garder la tête sous l'eau à ceux qui n'ont pas [...]. On me répond que c'est important « dans le monde d'aujourd'hui » de savoir sortir de sa coquille et travailler en groupe, que la sociabilité est vouée à devenir une compétence évaluable, que c'est un progrès que nous jugions les élèves sur leur personnalité et plus uniquement sur leurs résultats scolaires. »

Après consultation de l'équipe pédagogique, le chef de l'établissement doit, quant à lui, se prononcer sur la cohérence du vœu formulé avec le projet de formation et ... la capacité à réussir de l'élève dans la formation visée. En effet, les chances de réussite risquent d'être hautes si on préjuge à l'avance du potentiel d'un lycéen de 17 ans pour une orientation qu'il a choisi pour lui-même !

Pour le syndicat Sud Education, cette loi renforçant la sélection à l'entrée de l'université se fait au mépris du droit à l'éducation. Aussi appelle-t-il les professeurs à refuser de remplir les fiches, ou remplir automatiquement les mentions les plus favorables ; les universités quant à elles sont libres de ne pas élaborer de critères de sélection pour les algorithmes et de ne pas participer au classement des candidatures reçues.

Battons-nous pour la non-standardisation des élèves pour le marché du travail. La mission de l'éducation doit être de donner la possibilité aux esprits de se libérer, pas de s'affronter dans une mise en concurrence de la personnalité.



DECRYPTAGE MEDIATIQUE

Pourquoi les GJ sont des « gaulois réfractaires » aux réformes

Entendre : ils ne comprennent rien à ce qui est bon pour le pays. Comme si la résistance venait d'une peur irrationnelle du changement plutôt que d'une réflexion politique. Pourtant nous comprenons que l'économie française a été profondément réformée : de nombreuses entreprises ont été ou sont en voie de privatisation (autoroutes, SNCF, énergie, ADP), les services publics ont subi des baisses de budget (enseignement, justice, santé), le marché du travail a été flexibilisé. Récemment, les réformes bénéficiant aux 1% les plus riches ont été légion : CICE, ISF, Flat-tax, Exit-tax. A l'heure actuelle, il est admis que ces cadeaux sont une bonne décision économique quand la solidarité de l'Etat auprès des plus démunis est une impasse. C'est la théorie du ruisseau économique : pour réduire la pauvreté, le gouvernement juge plus pertinent de donner à ceux qui ont déjà. Leurs investissements profiteront aux autres. Mais ce n'est pas assez pour la Macronie, il faut aller plus loin dans les réformes libérales et s'aligner avec les USA et le Royaume-Uni.

Pourtant nous savons, nous savons les conséquences de la privatisation là-bas ! En

Angleterre, dix ans après la vente du rail, le prix des billets a augmenté de 27%. Le service dysfonctionne et 80% des trains dans le Sud sont en retard. A titre de comparaison, un anglais consacre 14% de son revenu au transport, contre 2% pour un français. D'après le sondage commandé par l'association We Own It, 58% des Britanniques qualifient d'échec la privatisation du rail. Nous savons aussi que le sentiment de trahison résultant de ces réformes ultra-libérales ont conduit à l'élection d'hommes comme Trump aux USA, Bolsonaro au Brésil, Orban en Hongrie, Salvini en Italie. Les GJ sont réfractaires à certaines réformes du gouvernement parce qu'ils les savent illégitimes et dangereuses.

Le progrès en questions

Differentes formes de « progrès »

Un système de solidarité comme la Sécu ou le service public est-il un progrès ou un obstacle ? Céder plusieurs hectares de terres cultivées à la Terre des lièvres au groupe d'hypermarchés Cora est-il un progrès ? N'est-ce pas un progrès de limiter la consommation de viande, qui entraîne une pollution énorme (14,5% des gaz à effet de serre, 63% de la déforestation amazonienne) ? N'est-ce pas un progrès de consommer des légumes locaux et de saison

pour moins cher et qui rémunèrent le producteur au prix juste ? N'est-ce pas un progrès de faire cesser l'exploitation de la fourrure animale ?

Refuser le progrès : retour à l'âge des cavernes, fin du bonheur ?

La modernité telle qu'on nous l'impose détruit notre environnement et nos modes de vie. Est-il populiste et conservateur de vouloir les préserver ? Les rencontres amoureuses existaient-elles avant Tinder ? Le confort industriel moderne mène-t-il au bonheur ? Si oui, n'a-t-on jamais été heureux avant le séche-cheveux ou le grille-pain ?

Responsabilité du consommateur ou responsabilité du producteur ?

Le capitalisme procède de la politique de l'offre : on fabrique une machine pour préparer automatiquement les biberons des enfants. On exploite la peur de mal faire des jeunes parents pour leur vendre un objet en les amenant à penser qu'ils en ont besoin et ceux-ci l'achètent. Sont-ils responsables d'avoir acheté une machine dont la production a pollué et dont le déchet polluera ? Le premier coupable n'est-il pas celui qui la produit et qui cherche à influencer des comportements pour vendre ? C'est lui qu'il faut culpabiliser, c'est à lui qu'il faut, en premier lieu, poser des limites.

Réflexions sur... une habitude de consommation

A partir des années 2000, elles inondent le marché et deviennent « l'idée cadeau n°1 » des foyers, le nouvel indispensable après le grille-pain et le four micro-onde : la machine à café automatique. Le café serait meilleur, la machine ferait gagner du temps et puis... non, pas tellement d'autres arguments à part le traditionnel « c'est plus pratique ! » qui vend tout. La machine à café s'est imposée dans l'espace domestique sans autre raison que sa présence sur le marché accompagnée d'un forçage publicitaire. Cette habitude de consommation coûte pourtant très cher aux foyers : aujourd'hui, 20 capsules de café d'une marque classique (« L'or intense ») coûtent 5,22€ soit 50,19€/kg sur Auchan Drive (au 03/04/19). Ce café moulu, non conditionné en capsule, est commercialisé par le même magasin à 5,48€ pour 500g de café (=100 expressos), soit 11€/kg. Le café en capsules est donc cinq fois plus cher.

Le critère du goût par machine automatique

vaut-il cette différence de prix ? A chacun d'en juger, néanmoins la cafetière à l'italienne est, avec le percolateur, une référence dans le monde du café ; qualité dont ne peuvent se prévaloir les machines à café Senseo, Nespresso, Malongo etc. Par ailleurs, contrairement à ces machines dont le prix varie aujourd'hui entre 40 et 150€ pour une durée de vie dépendant de son bon vouloir électronique, une machine à café à l'italienne six tasses coûte aujourd'hui en moyenne 30€. Sa durée de vie n'a de limite que la lente usure de son unique matériau : acier inoxydable ou aluminium, selon la marque. Que ce soit au gaz ou plaques à induction, le temps de préparation d'un café avec cafetière à l'italienne est de quelques minutes. Certes, un peu plus long que la machine automatique, mais l'urgence n'est-elle pas plutôt de boycotter les entreprises qui nous prolétarisent en nous vendant moins de café pour plus cher en polluant inutilement ?

Achetez-vous du café

à 66 euros le kilo ?

C'est pourtant ce qu'il coûte
aux amateurs du célèbre "What else"



Nature to Share

Rencontre avec une victime de l'acharnement du gouvernement

Témoignage de T. ,GJ blessé à l'acte XVII

Voilà ça fait maintenant plus de 20 jours que c'est arrivé (pour moi c'est comme si c'était la semaine dernière). C'était lors de la manifestation des gilets jaunes du 9 mars, l'acte XVII. Je vais à la manif pour y rejoindre un ami à moi, qui y était déjà.

Pour commencer, je suis arrivé à la manif assez tard, environ vers 15h30 ou 50. J'arrive donc à Jean Jaurès. Là, un cordon de CRS bloque totalement l'avenue Berthelot et l'avenue Jean Jaurès en direction de Saxe. Je vois des retardataires et me joins à eux. Là, on marche jusqu'à arriver à une rangée de CRS qui bloque une petite centaine de manifestants qui sont au passage très calmes.

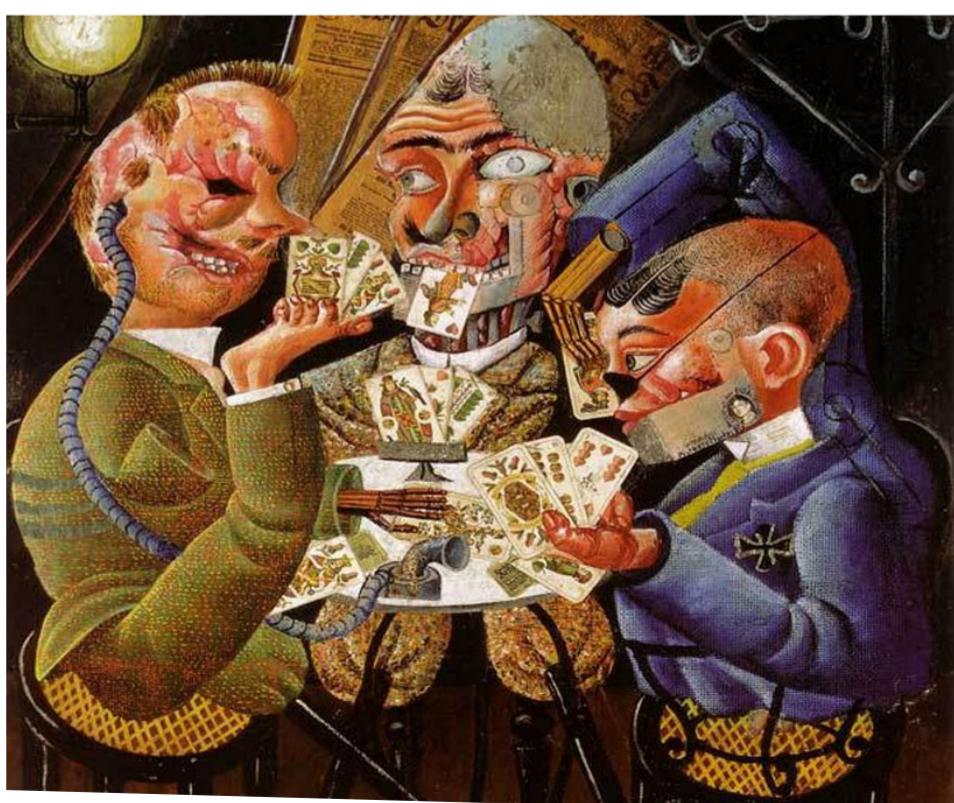
L'ambiance est à la discussion et à l'attente. Là, je retrouve mon ami, on discute on rigole. Je suis surpris car il n'y a même pas de slogan chanté. L'ambiance est vraiment calme. Aucune violence rien. Un véhicule de nettoyage des rues passe et s'arrête au niveau des manifestants, klaxone et les gars du Grand Lyon font tourner un gilet jaune. Là, tout le monde reprend un peu du poil de la bête, crie, applaudit, rigole. Et là, la rangée de CRS, qui faisait rien, se met d'un coup à gazer et à charger. Là, je cours avec les autres manifestants. On voit une rangée de policiers en civil qui bloque la rue devant nous. Plus le choix. Il nous faut tourner à droite dans une toute petite rue au niveau du 148 Avenue Jean Jaurès.

Tous les manifestants s'engouffrent donc dans cette petite rue. Je me retrouve donc au fond de la rue. Je vois que la rue est bloquée par une rangée de CRS. J'entends des gens derrière moi qui reviennent en courant en disant que les policiers en civil arrivent par la rue perpendiculaire qui se trouve au bout de la rue où l'on est. Nous comprenons que nous sommes nassés. Nous sommes en situation de stress mais tout est assez calme. Je ne me sens pas en danger à ce moment là. Ma priorité est de retrouver mon ami. Je commence à zyeuter à droite à gauche. ET LA ! Plus RIEN.... Je me « réveille » adossé contre un mur en sang. Avec 2-3 street medics autour de moi. Je comprends assez rapidement que je suis blessé, que les pompiers vont arriver. Je reconnaissais un ami à moi complètement paniqué derrière au téléphone. Je n'arrive pas à me souvenir de la date. A ce moment là les pompiers arrivent. L'ami que j'étais venu rejoindre arrive à ce moment et monte dans le camion avec moi. Nous voilà partis pour l'hôpital Edouard Herriot (HEH). En montant dans le camion, je demande aux pompiers si c'est un flash ball et si mon œil est en danger. Ils ne savent pas. Je suis inquiet pour mon œil gauche car je vois flou. Dans le camion, ils me posent des questions pour me faire reprendre conscience, telles que la date précise. Avec certes pas mal de difficultés, à la fin du trajet je la retrouve !

Nous voilà arrivés à HEH. Là, à peine arrivé

et installé dans un bloc, trois policiers viennent pour « m'interroger ». Il me demandent mon nom, prénom, adresse, numéro de téléphone. Puis me demandent ce qui s'est passé. Malheureusement je n'avais aucun souvenir. Ils repartent donc et vont revenir 15 min plus tard sur ordre de leur supérieur, d'après la policière avec qui je parle. Là elle me demande quelques précisions que je ne peux donner. Et elle va me faire signer un papier où il y a écrit d'après mes souvenirs, mes infos, celles de mon ami. Le fait qu'on était séparé (mon ami et moi) au moment des faits et le fait que j'ai plus de souvenirs. Ces échanges ont été très courtois, même si à un moment la policière qui me parlait a essayé d'insinuer que j'aurais pu me faire ça avec une « poubelle » LOL.

Pour ce qui est de la prise en charge médicale, je serai donc transféré à la Croix-Rousse, où je me ferai opérer le lundi 11 mars (opération pour mettre des plaques en métal et des vis au niveau des pommettes ainsi que dans ma bouche). Deux jours plus tard me voilà de retour chez moi mais malheureusement ça ne sera pas fini, car je vais commencer à avoir de sérieux saignements au nez. Donc rebelote, je repars pour une semaine d'hospitalisation. Où on va m'opérer à deux reprises pour cautériser l'artère qui n'arrête pas de saigner.



Réflexions sur... Les Joueurs de skat

Otto Dix est un peintre allemand qui s'est engagé dans la première guerre mondiale. Après le conflit, dans un café de Dresde, Otto Dix rencontre des joueurs de skat, un jeu de cartes allemand. Ce sont les Gueules Cassées, mutilés par les affrontements. Ils étaient 9 millions à la fin de la Grande Guerre.

Les blessés de guerre comme ceux des manifestations ont un même responsable : les gouvernements alors en place. C'est ce qui faisait dire à Paul Valéry : "Les guerres, ce sont des gens qui ne se connaissent pas et qui s'entretuent parce que d'autres gens qui se connaissent très bien ne parviennent pas à se mettre d'accord."

Otto Dix, quant à lui, écrivait que " si les situations extraordinaires révèlent l'homme dans sa vraie grandeur, elles nous en montrent aussi toute sa dépravation, toute sa bestialité." La vraie grandeur, n'est-ce pas celle de revendiquer ses droits au mépris du danger ?

Le point de vue d'un GJ de Lyon-Centre sur les actions récentes

Lundi 1er avril

Une action de blocage a été menée sur le rond-point de Chaponnay. Une centaine de GJ a interrompu le flux tendu d'approvisionnement à l'usine de logistique Martin-Brower.

Vendredi 5 avril

La ministre de la santé se rendait à l'hôpital Edouard Herriot jeudi après-midi. De nombreux syndicats, personnels hospitaliers et GJ étaient présents. Les forces de l'ordre, agressives, ont tenté d'empêcher le cortège d'accéder à l'hôpital. La ministre a inauguré un bâtiment neuf et a bien entendu refusé de se montrer une seule seconde pour ouvrir le dialogue.

Samedi 6 avril

Le cortège est parti vers 14h30 de la rue de la République puis s'est déplacé dans le centre durant quelques heures. Quelques grilles ont été mises au sol, les charge de CRS ont été nombreuses et violentes.

La BAC, extrêmement mobile, a fait beaucoup de blessés. Le cortège a ensuite quitté la presqu'île vers les Cordeliers pour se diriger vers le 7ème. Il s'est dispersé en début de soirée sous une répression policière extrême.

Les victimes de la semaine

Un GJ présent depuis longtemps dans le mouvement a été blessé à la tête par un coup de matraque alors qu'il tentait de fuir une charge de CRS devant Printemps. Il a été embaqué aux urgences pour avoir des points de suture.

Un motard a également été violemment matraqué dans le 7ème arrondissement avant de finir en garde à vue.

Deux policiers des Yvelines et du Gard ainsi qu'un membre de la BAC de Lyon se sont suicidés cette semaine.



De la colère à un nouvel imaginaire

Si les élites ont confisqué la parole politique, reprenons-la ! Les règles du pouvoir politique peuvent être changées, et nombreuses sont les alternatives proposées aujourd'hui. Du contre-pouvoir local au changement complet de système, en passant par l'auto-organisation des citoyens, découvrez ce que les actrices et acteurs de la politique alternative proposent et expérimentent aujourd'hui. Du 2 au 13 avril 2019, deux semaines autour de la Politique, organisée par la Maison Pour Tous des Rancy, avec des conférences, des débats, des projections de films, des ateliers...

Lundi 8 avril - Rojava : À la conquête d'un nouvel imaginaire collectif

19h00 - Salle des Rancy

Débat : Pour répondre à l'horreur de la guerre, les habitants du Rojava ont choisi d'expérimenter une nouvelle forme d'organisation politique : le municipalisme libertaire. Partons à la découverte de nouveaux imaginaires collectifs.

Mardi 9 avril - Travail, faut-il jouer le jeu ?

18h00 - Salle des Rancy

Atelier dans la continuité de la conférence du vendredi 5 avril.

Mercredi 10 avril - La roue tourne

20h00 - Salle des Rancy

Conférence gesticulée : L'élu, le gouvernant désigné par un résultat sorti des urnes, est vu comme le seul légitime à s'occuper de l'universel. Ce système où se posent les problèmes de la représentation, du cumul et de la longévité des mandats, favorise le conservatisme, et veut nous faire croire que seuls quelques uns sont compétents pour faire de la politique. Cette conférence gesticulée souhaite explorer de nouvelles pistes pour désigner nos gouvernants... notamment le tirage au sort.

Jeudi 11 avril - De l'intérêt de la désobéissance civile

19h30 - Salle des Rancy

Formation à l'action directe Non-Violente — complet !

Avec ANV Action non-violente COP21

Vendredi 12 avril - Notre-Dame-des-Landes et A45 : les suites

18h30 - Salle des Rancy

Conférence : Quelles suites à Notre-Dame-des-Landes ? État de la lutte et de la mobilisation contre le projet d'autoroute A45, quelles alternatives et initiatives sur le terrain ?

Avec un membre du fond de dotation de NDDL La Terre en commun. Avec la Coordination des Opposants A45 et des paysannes.

Samedi 13 avril - Actions locales

14h/21h - Salle des Rancy

Discussions publiques autour de la décroissance, des mobilisations climat et gilets jaunes, concert de rap du groupe lyonnais ACS.

Retrouvez programme détaillé et renseignements supplémentaires des Expériences politiques sur :

<https://expériences-politiques.fr/>

Maison Pour Tous - Salle des Rancy

249, rue Vendôme

69003 Lyon

TRIBUNE LIBRE

Appel à volontaires pour les points-jaunes

Besoin de volontaires disponibles pour de la présence sur les ronds-points et pour la distribution de tracts sur tous les marchés, parkings, terrasses etc.. de la ville de Lyon et des environs. S'inscrire à cette boîte mail : messenger-6914@protonmail.com

Réponse de L., dont nous avons publié la tribune "Laissons la barbarie à l'opresseur" dans le précédent numéro

" J'ai bien noté tes arguments, mais il ne justifie pas la phrase qui m'a choquée : « Il n'y a aucun mouvement pacifiste qui ait amené à un basculement majeur ».

Chaque être humain a une part de violence en lui, ce n'est pas toujours facile à réprimer, surtout quand on est confronté à l'injustice. Pour info, Mandela a, néanmoins, majoritairement milité pour la non-violence, en particulier, dans la partie la plus aboutie de sa vie. Quant à la désobéissance civile, ce n'est pas une action violente, elle est même une action à privilégier. Je ne m'étendrai pas sur la pseudo-violence de Gandhi, c'est digne d'une mauvaise propagande !

Que se passe-t-il quand on brûle une poubelle, qu'on explose un abri de transport en commun, qu'on renverse un container de récupération de verre ? On refabrique ces objets, on les vend, l'assurance rembourse les destructions et en reporte le coût sur nos primes. En définitive, on a fait marcher la société de consommation qu'on voulait combattre. Jeter un projectile sur les flics, aussi bénin soit-il, ne fait que le jeu de la police qui provoque et qui n'attend que ça pour riposter de façon démesurée. Si je comprends qu'on détruit le Fouquet's en tant que symbole, je n'arrive pas à cautionner ce type d'action. On ne changera pas la société en brûlant une poubelle.

Réfléchissons ensemble pour trouver des moyens pour bloquer l'économie, qui est le nerf du système en place, là, j'accours à vos côtés.

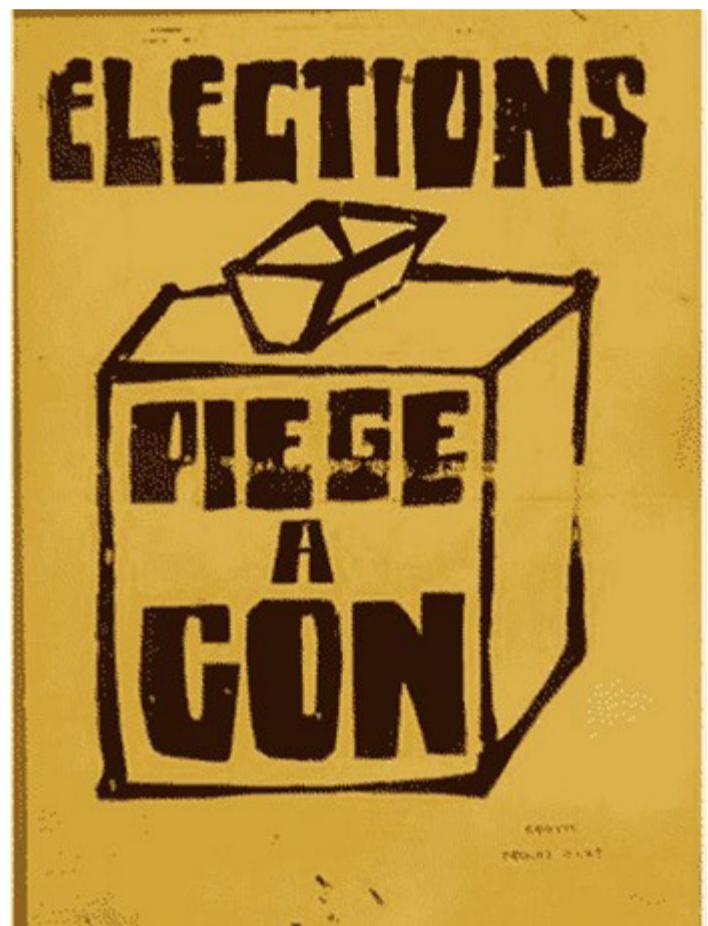
Si le mouvement se radicalise trop, certains ne se retrouveront pas dans cette mouvance violente ; l'orientation est délicate, déjà beaucoup ne viennent plus le samedi pour cette raison. Nombre de GJ refusent la violence, ne les oubliez pas. Ils bouffent des lacrymos tous les samedis, également.

Cassez tout, brûlez tout, mais sans moi. Mon objectif est de construire un monde meilleur pas de détruire ce qui existe. Les ruines ne font pas de bonnes fondations. Et quelles idéologies sortiront d'un mouvement basé sur la violence ? J'en ai peur quand je constate combien il est difficile, parfois, de s'exprimer dans une simple AG, le respect et l'horizontalité en prennent un coup...

Le monde a besoin de sagesse, pas d'une énième spirale de violence.

LE TEXTE DU JOUR
Jean-Paul Sartre, « Elections, piège à cons »,
Les temps modernes n°318, janvier 1973

« En 1789 on établit le vote censitaire : c'était faire voter non les hommes mais les propriétés réelles et bourgeoises qui ne pouvaient donner leurs suffrages qu'à elles-mêmes. Ce système était profondément injuste puisqu'on excluait du corps électoral la majeure partie de la population française mais il n'était pas absurde [...] Ainsi, les non-possédants, citoyens passifs qui n'avaient aucun accès à la démocratie indirecte, c'est-à-dire au vote dont usaient les riches pour élire leur gouvernement, se voyaient retirer, par-dessus le marché, toute licence de se grouper et d'exercer la démocratie populaire ou directe, la seule qui leur convint puisqu'ils n'étaient pas susceptibles d'être séparés par leurs biens. [...] Les regroupements populaires, interdits mais fréquents, devinrent illégaux en demeurant légitimes. [...] »



NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE :
UNIQUEMENT DANS LES MAINS
D'UN NOUVEAU LECTEUR

QUI SOMMES-NOUS ?

Tim, Deb, Stoph, Jiheu, Mel. Cinq personnes qui trouvent utile un organe de presse libre et indépendant pour s'exprimer à l'intérieur du mouvement des gilets jaunes.

CONTACT

Pour des actions à annoncer, des comptes rendus ou des témoignages à partager, des tribunes à publier, avis, suggestions, réactions, corrections, vous pouvez nous contacter à l'adresse mail suivante : bonheurenbas@protonmail.com ou sur la page facebook du journal : Bonheur en bas.

CE NUMERO VOUS A PLU ?

Faites le savoir en nous écrivant à : bonheurenbas@protonmail.com.

Pour financer le prochain numéro, nous mettons à disposition une caisse de solidarité que vous trouverez en AG tous les lundis à 19h, Bourse du Travail. Vous pouvez aussi faire un don sur la page facebook du journal : Bonheur en bas.